

**Prestations de détection et traitements curatifs
contre les punaises de lit des bâtiments
relevant du Crous de Montpellier Occitanie**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Référence du marché : 25104 (Montpellier & Nîmes) – 25105 (Perpignan)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE	2
ARTICLE 2 FORME DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 3 DECOMPOSITION	3
ARTICLE 4 DUREE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	3
ARTICLE 6 DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 7 BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 8 MODALITES TECHNIQUES D'EXECUTION	4
8.1 Règles générales :.....	4
8.2 Obligations du titulaire	5
8.3 Rapport d'intervention	6
8.4 Affichages obligatoires	6
8.5 Protection des locaux	6
ARTICLE 9 FREQUENCES ET DELAIS D'EXECUTION	7
9.1 Fréquences des interventions	7
9.2 Période de garantie de 8 semaines	7
9.3 Délai d'intervention de 24 heures	7
9.4 Jours et horaires d'intervention	7
ARTICLE 10 GARANTIE - OBLIGATION DE RESULTAT	7
ARTICLE 11 VERIFICATION, ADMISSION ET CONTRÔLE	8
ARTICLE 12 PENALITES	8
12.1 Généralités	8
12.2 Pénalités.....	8
ARTICLE 13 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	9
13.1 Forme et contenu des prix.....	9
13.2 Révision des prix	9
13.3 Clause de sauvegarde.....	10
13.4 Avance forfaitaire.....	10
13.5 Garantie financière	10
ARTICLE 14 FACTURATION - PAIEMENT	10
14.1 Facturation après prestation	10
14.2 Contenu des factures	10
14.3 Factures électroniques à déposer sur CHORUS PRO	11
14.4 Règlement.....	11

ARTICLE 15 RESILIATION	12
15.1 Dénonciation du marché.....	12
15.1 Exécution aux frais et risques du titulaire	12
15.2 Résiliation pour faute.....	12
15.3 Résiliation pour motif d'intérêt général	13
15.4 Résiliation a la demande du titulaire.....	13
ARTICLE 16 REGLEMENT DES LITIGES	13
ARTICLE 17 DEROGATIONS AU C.C.A.G.	13

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de détection et de traitements curatifs contre les punaises de lit au sein des résidences et cités universitaires relevant du Crous de Montpellier.

Il est attendu du titulaire une prompt réactivité sous 24 heures et un traitement efficace permettant l'éradication des punaises.

Le marché est passé avec obligation de résultat.

Un rapport d'intervention devra être remis à chaque passage.

Le marché inclut la fourniture d'aérosols one-shot pour les responsables des unités de gestion durant les week-end et jours fériés.

Particularités des sites d'exécution :

Les interventions auront lieu, à la demande, dans les logements et locaux situés dans les bâtiments d'hébergement dont le recensement et les caractéristiques se trouvent en annexe au présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Dans les cités et résidences universitaires, les locaux d'habitation (chambres, studios, appartements) à traiter seront vidés par l'étudiant locataire (sacs et congélateurs à disposition) pour l'exécution des prestations.

Le parc immobilier du Crous pouvant évoluer, la liste des sites objet du marché pourra évoluer en cours d'exécution du marché, des sites peuvent être ajoutés ou retirés. L'adjonction ou le retrait d'un site se fait par voie d'avenant, signé par le Directeur Général du Crous et le titulaire, après chiffrage par le titulaire.

Codes CPV principaux :

90921000-9	Services de désinfection et de désinfestation
90922000-6	Services de lutte contre les parasites

Les prestations devront être réalisées dans le respect de la réglementation et des normes en vigueur régissant ce type d'activités.

ARTICLE 2 FORME DE LA CONSULTATION

La présente procédure est un accord-cadre sans minimum avec maximum, soumis aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 (procédure adaptée ouverte), à prix unitaires.

ARTICLE 3 DECOMPOSITION

L'accord cadre est décomposé selon un découpage géographique de la façon suivante :

Lot n°	Procédure n°	Intitulé du lot :	Montant maximum annuel
1	25104	Sites de MONTPELLIER et NÎMES	33 000 € TTC
2	25105	Sites de PERPIGNAN	10 500 € TTC

ARTICLE 4 DUREE DU MARCHÉ

La date de début d'exécution prévue est :

- le 01/01/2026 pour le lot 1 (Montpellier & Nîmes)
- le 07/02/2026 pour le lot 2. (Perpignan)

Toutefois seule la notification définitive d'attribution du marché fixera la date réelle de début d'exécution. Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

La durée d'exécution du marché est de 12 mois pour le lot 1 et de 10 mois et 3 semaines pour le lot 2, la période ferme pour les deux lots se terminant le 31/12/2026.

Le marché est reconductible deux fois, par tacite reconduction, par période de 12 mois, pour se terminer au plus tard le 31/12/2028 pour les 2 lots.

La durée totale de l'accord-cadre ne peut dépasser 3 (trois) ans.

Le titulaire ou le Crous peuvent refuser la reconduction du marché. Ils en aviseront alors l'autre partie par lettre recommandée au plus tard 3 (trois) mois avant l'expiration du délai de validité du marché de l'année en cours.

ARTICLE 5 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L2122-1 et R2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 6 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- Les actes d'engagement par lot (A.E.) et leurs annexes : annexe financière, annexe technique et fiche renseignements fournisseur
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes : liste des sites, fiche de procédure interne
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté 30 mars 2021.

ARTICLE 7 BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont des documents d'exécution des marchés publics, adressés par la personne publique pour demander l'exécution d'une prestation prévue dans le marché et en fixer les quantités. Ils sont échelonnés et émis au fur et à mesure des besoins.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande du présent marché sont :

- La Directrice du Crous en sa qualité de pouvoir adjudicateur et la Directrice Adjointe par délégation
- Les directeurs d'unité de gestion des résidences et cités universitaires mentionnés dans l'annexe au présent C.C.P. «liste des unités de gestion et leurs caractéristiques».

Le bon de commande peut être adressé par courriel.

Les prestations qu'elles soient demandées en détection pour une levée de doute sur la présence de punaises ou en traitements curatifs sont effectuées exclusivement sur demande par l'émission d'un bon de commande et portent sur des sites listés en annexe.

Avant tout début d'exécution d'une prestation, le titulaire s'assurera d'avoir le commande émis par le directeur d'unité de gestion concerné, que ce soit pour une prestation de détection ou de traitements curatifs.

ARTICLE 8 MODALITES TECHNIQUES D'EXECUTION

8.1 Règles générales :

8.1.1 Le personnel du titulaire : formations, titres, EPI et identification

Les interventions seront effectuées par du personnel **formé et spécialisé** dans le respect de la législation en vigueur. Chaque personnel du titulaire est tenu de disposer des **titres et certificats** requis par ses fonctions dans l'exécution du présent marché. Chaque personnel intervenant dans l'application est tenu de porter les **équipements de protection individuels** adéquats requis par la législation en vigueur. Chaque intervenant du titulaire est également tenu, lors de l'intervention, de porter un **dispositif d'identification de l'entreprise**.

8.1.2 Liste, composition et mode d'application des produits et fiches de sécurité

Les produits et dispositifs nécessaires à l'exécution des prestations sont à la charge du titulaire. Il doit fournir au Crous, et aux unités de gestion en cas de demande de consultation par les résidents, avant toute exécution des prestations, la **liste des produits proposés** pour l'exécution des prestations. Cette liste est accompagnée d'une notice détaillée précisant la **composition** des produits, et d'une fiche de **données de sécurité**. Ces produits et dispositifs doivent être pourvus d'une **signalétique** lisible.

Les produits et dispositifs utilisés pour les traitements doivent être d'excellente qualité et conformes aux normes en vigueur, en particulier aux normes environnementales.

Les moyens techniques mis en œuvre (produits et modes d'application) sont adaptés au lieu d'intervention, à l'espèce nuisible combattue et à l'importance de l'infestation.

Le titulaire choisit donc le(s) mode(s) de traitement qu'il juge le(s) mieux adapté(s) pour combattre efficacement et durablement les punaises de lit. Les produits et dispositifs utilisés doivent **garantir une efficacité rapide et le meilleur rapport possible entre leur rémanence et leur toxicité**. Le titulaire garantit la qualité professionnelle de ses procédés et s'engage à n'utiliser que des substances dépourvues de tout danger à l'égard de l'homme ou des animaux domestiques dans des conditions normales d'emploi. Les produits et dispositifs utilisés ne doivent entraîner aucun risque sanitaire pour les usagers, le personnel du Crous ou des tiers.

Par souci d'efficacité, le titulaire peut être amené à modifier la formulation du produit employé afin d'éviter tout risque d'accoutumance ou pour pallier un manque d'efficacité des traitements précédemment utilisés. Une nouvelle fiche de données de sécurité (FDS) est dès lors présentée au Crous et **l'application du nouveau protocole est soumise à son approbation préalable** (à adresser au Crous par mail à service.marches@crous-montpellier.fr et prevention.sse@crous-montpellier.fr ou par courrier postal à service Achats et Marchés publics et service Prévention Santé Sécurité Environnement à l'adresse postale du Crous)

8.1.3 Horaires et contraintes des interventions

Pour le traitement des punaises, le titulaire devra impérativement intervenir le matin au plus tard à 10h (quel que soit le nombre de logements à traiter). Les logements vides pourront faire l'objet d'un planning plus souple. En effet, l'étudiant doit pouvoir récupérer son logement au plus tard à 17h, après le respect d'un délai minimal de six heures suivant l'intervention du titulaire.

Plus généralement, le titulaire devra s'adapter à toutes les contraintes imposées par les sites afin que ses interventions ne perturbent pas leur activité.

Pour certains sites, les interventions se feront **en présence d'un personnel du Crous**, notamment pour l'accès aux parties privatives (logements étudiants, appartements de fonction). Il sera **indispensable que les jours et heures de rendez-vous soient respectés**.

8.1.4 Responsabilité

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire les produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des occupants. **Tout dommage causé par l'utilisation de produit(s) non agréé(s) engage la responsabilité du titulaire.**

8.1.5 Conformité avec la législation

Le prestataire est réputé connaître parfaitement la législation qui lui est applicable, dont il assure une veille juridique, et s'y conformer. Toute nouvelle réglementation venant à paraître sera immédiatement applicable au présent marché.

8.2 Obligations du titulaire

8.2.1 Obligation de résultat

Le titulaire a indiqué dans son cadre de réponse technique (CRT), les matériels et produits utilisés ainsi que son protocole d'intervention, conformément aux conditions formulées dans le présent CCP. Toutefois, il appartient au titulaire de compléter, sans surcoût, si nécessaire ces derniers et d'adapter son protocole d'intervention pour répondre à son obligation de résultat.

La prestation objet du présent marché, effectuée à la demande, concerne la désinsectisation totale, préventive et curative, contre les punaises des lits, de tous les sites d'hébergement (cités universitaires et résidences).

Elle vise à détecter, traiter et à prévenir la présence de punaises de lits (*cimex lectularius* et autres espèces hématophages) dans les logements.

8.2.2 Respect de la méthode d'intervention et du protocole interne du Crous

Le titulaire s'est engagé, dans le cadre de son mémoire technique, à respecter scrupuleusement la méthode d'intervention.

Il convient en parallèle que ce dernier prenne connaissance du protocole interne au Crous présenté dans l'annexe « Fiche de procédure interne » et qu'il le respecte. Il devra tout au long du marché faire parvenir au service Achats – Marchés publics du Crous et aux unités de gestion toutes les préconisations qui lui sembleraient indispensables dans le but d'améliorer ce protocole.

8.3 Rapport d'intervention

En fin d'intervention sur un site, le technicien du titulaire établit un rapport d'intervention en deux exemplaires papier, où est consignée la nature des opérations effectuées.

Ce rapport devra être remis au représentant du directeur de l'unité de gestion du Crous concernée et le titulaire en garde un exemplaire.

Il doit être remis le jour même de l'intervention. Une pénalité de retard pourra être appliquée si le rapport d'intervention n'est pas remis à un représentant du directeur de l'unité de gestion du Crous dans les 7 jours calendaires.

Le **rapport d'intervention signé par le titulaire et le représentant du directeur de l'unité de gestion concernée** doit être **systématiquement rédigée à chaque intervention**, qu'il s'agisse d'une prestation en détection de punaises ou de traitements curatifs anti-punaises, sur laquelle seront mentionnés obligatoirement :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse
- La date et le site d'intervention
- La référence du bon de commande et le numéro du marché,
- Les caractéristiques essentielles de la prestation réalisée :
 - o le type et l'importance de l'infestation,
 - o le type de punaises,
 - o les produits utilisés,
 - o la prestation réalisée,
 - o le volume horaire global de traitement.
 - o les locaux concernés (numéros des logements)
- Le coût de l'intervention, en cas de prestations ponctuelles, qui doit être identique à celui mentionné sur le bon de commande émanant du demandeur.
- Le rapport d'intervention doit également signaler tout fait (manque d'hygiène, état des bâtiments...) pouvant entraîner la recrudescence de nuisibles et les éventuelles consignes d'amélioration.

8.4 Affichages obligatoires

Pendant chaque intervention, **un affichage informatif précisant la date et les horaires ainsi que la nature de l'intervention devra être apposé à l'entrée des locaux traités**, quelle que soit leur nature, et demeurera à l'achèvement de l'intervention. L'affiche portera l'identification des produits utilisés et spécifiera éventuellement l'antidote à administrer sous contrôle médical en cas d'empoisonnement, avec présentation des numéros de téléphone des moyens de secours. Cet affichage pourra être adapté à la demande de chaque site.

8.5 Protection des locaux

La protection des parois, des sols et de tous les éléments et surfaces pouvant être dégradés ou souillés lors de l'intervention sera due par le titulaire.

Les dispositions nécessaires devront être prises par le titulaire afin d'éviter l'émission et la dispersion de poussières ou de produits aux zones non concernées par les interventions.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer de la fermeture des locaux dans lesquels il intervient dès qu'il quitte le chantier. En cas de dégradation ou de vol dû à un manque de vigilance de sa part, sa responsabilité est engagée relatives aux dommages éventuellement causés.

Le titulaire disposera d'une couverture assurantielle couvrant l'ensemble des risques liés à l'exécution des prestations.

ARTICLE 9 FREQUENCES ET DELAIS D'EXECUTION

9.1 Fréquences des interventions

Tout traitement curatif fera l'objet d'au minimum 3 passages :

- deux passages successifs minimum pour les traitements curatifs, séparés par un intervalle de 10 jours.

- et un troisième passage 10 jours après pour contrôler l'efficacité du traitement. Ce contrôle sera fait en présence du représentant du responsable de la cité ou de la résidence.

9.2 Période de garantie de 8 semaines

En cas d'infestation des lieux préalablement traités dans la limite des huit semaines suivant le dernier passage de contrôle, le titulaire interviendra sans facturation supplémentaire sur simple demande.

Ce passage supplémentaire devra lui-même être suivi d'un passage de contrôle qui ouvrira une nouvelle période de garantie de huit semaines.

9.3 Délai d'intervention de 24 heures

Les interventions seront exécutées selon les modalités indiquées sur le bon de commande spécifique.

À défaut d'un autre délai indiqué dans le bon de commande, le délai d'intervention à respecter est de 24h (ce délai démarre le lendemain de la date de réception par le titulaire du bon de commande). En cas de dysfonctionnement du logiciel d'émission des commandes, un mail pourra faire office de bon de commande.

Le respect d'un délai de 24 h entre la transmission de la demande et l'exécution pourra être exigé du titulaire en cas de ré-infestation.

Le moment de l'intervention résultera d'un accord entre le responsable de site et le titulaire dans le respect du délai exigé.

9.4 Jours et horaires d'intervention

Les jours d'intervention seront compris entre le lundi et vendredi hors jours fériés.

Le titulaire devra impérativement intervenir le matin au plus tôt. En effet, l'étudiant doit pouvoir récupérer son logement au plus tard à 16h, après le respect d'un délai minimal de six heures suivant l'intervention du titulaire.

ARTICLE 10 GARANTIE - OBLIGATION DE RESULTAT

Les dispositions de l'article 33 du CCAG/FCS-2021 s'appliquent et notamment les articles 33.1 et 33.2.

Le titulaire s'engage sur la performance des produits utilisés et des procédés d'application mis en œuvre, et notamment sur la rémanence des produits et sur l'efficacité permanente entre deux passages programmés.

Le titulaire s'engage également à désodoriser les lieux traités si nécessaire.

Toutes les interventions du prestataire sont garanties et soumises à une obligation de résultat sans supplément de facturation.

En cas d'infestation des lieux préalablement traités dans la limite des huit semaines suivant le dernier passage de contrôle, le titulaire interviendra sans facturation supplémentaire sur simple demande. Ce passage supplémentaire devra lui-même être suivi d'un passage de contrôle qui ouvrira une nouvelle période de garantie de huit semaines.

ARTICLE 11 VERIFICATION, ADMISSION ET CONTRÔLE

Les vérifications et l'admission des prestations ont lieu conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

L'admission permet le paiement des factures.

En cas de rejet partiel ou total des prestations, le titulaire doit toujours la prestation et doit donc effectuer à nouveau les prestations manquantes ou défectueuses.

Si aucune réserve n'est mentionnée par le pouvoir adjudicateur quant à la réalisation de la prestation et à la fourniture des documents précités par le titulaire, et après une période de 15 jours consécutifs à la réalisation des prestations sans manifestation de sa part, l'admission des prestations est effective.

L'admission des prestations ne peut avoir lieu en cas de non-fourniture du rapport d'intervention prévu au présent CCP.

Pour s'assurer de la bonne exécution des prestations commandées, le pouvoir adjudicateur pourra procéder à des opérations de contrôles sur les sites d'intervention. Le titulaire facilitera aux services du pouvoir adjudicateur dûment habilités ces opérations de contrôle.

S'il le souhaite, le titulaire pourra obtenir une copie du rapport de l'opération de contrôle désignée ci-dessus.

ARTICLE 12 PENALITES

12.1 Généralités

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire.

12.2 Pénalités

Lorsque les fréquences d'interventions ou les exigences contractuelles ne sont pas respectées pour une cause qui lui est imputable, le titulaire encourt, indépendamment et cumulativement, les pénalités définies ci-après par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

12.2.1 Non-respect du délai de remise des rapports d'intervention à l'issue d'une visite

En cas de non remise des rapports d'intervention dans un délai de 1 semaine à compter de l'achèvement des visites, une pénalité de 20 € HT par jour sera appliquée jusqu'à la remise effective des documents.

12.2.2 Non-respect du délai d'intervention demandé

Tout retard par rapport à la date d'intervention demandée par le Directeur d'Unité de Gestion (DUG) pour une intervention peut entraîner l'application de pénalités sans mise en demeure préalable.

Leur montant s'élève à 50 € HT par jour de retard pour les deux premiers jours décomptés à partir de la date d'exécution demandée puis 100 € HT par jour de retard supplémentaire et ce jusqu'au jour d'exécution effective de l'intervention.

12.2.3 Non prise en compte d'une demande d'intervention notifiée au titulaire

Une pénalité de 50 € HT par jour sera appliquée en cas de non-réponse à une demande d'intervention dans un délai de 24 heures notifiée au titulaire.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné. Les pénalités sont cumulables.

ARTICLE 13 FORME ET CONTENU DES PRIX

13.1 Forme et contenu des prix

L'unité monétaire est l'Euro.

Les prix du marché sont établis hors TVA et comprennent toutes sujétions.

Ils comprennent notamment : les frais de main d'œuvre, les charges sociales et fiscales, les frais généraux, le matériel, l'outillage, les produits, les assurances.

Les prix du marché comprennent nécessairement toutes les prestations requises dans les documents contractuels. Les prix qui n'auront pas été mentionnés dans l'offre du titulaire ne pourront être facturés au pouvoir adjudicateur. Le titulaire est censé avoir pris en compte toutes les spécificités du marché et tous les aléas inhérents.

Le prix comprend le déplacement et le traitement et ce jusqu'au lieu à traiter et quelle que soit la durée sur laquelle s'étalent les prestations sur le site.

Par conséquent, aucun supplément de prix ne sera accepté par le Crous.

Toutes les interventions du prestataire sont garanties et soumises à une obligation de résultat sans supplément de facturation. Les prix du titulaire sont censés avoir pris en compte cette obligation.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix selon les stipulations de l'acte d'engagement.

13.2 Révision des prix

Les prix sont fermes la première période d'exécution (année 2026) puis révisable pour l'année 2027 puis pour l'année 2028.

Le titulaire demandera la révision au moins un mois avant la date d'application de la révision (1^{er} janvier) donc fin novembre 2026 pour la 1^{re} révision applicable pour l'année 2027 puis fin novembre 2027 pour la 2^e révision applicable pour l'année 2028.

La révision suit l'évolution de l'indice « coût horaire du travail révisé - tous salariés (ICHTrev-TS) – Activités spécialisées, scientifiques, techniques » d'identifiant « 001565195 » accessible gratuitement sur le site de l'INSEE :

[Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques \(NAF rév. 2 section M\) - Base 100 en décembre 2008 | Insee](#)

La formule de révision est la suivante :

$$P(n) = P(o) * I(n) / I(o)$$

dans laquelle:

P(o) est le prix à l'offre déposée en novembre 2025

I(0) est la valeur de l'indice au mois de remise des offres soit novembre 2025.

P(n) est le nouveau prix révisé

I(n) est la valeur de l'indice la plus récente disponible sur le site de l'INSEE à la date de demande de la révision (fin novembre 2026 pour la 1^e révision puis fin novembre 2027 pour la 2^e révision)

Le Titulaire du marché s'engage à faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur, par courriel à service.marches@crous-montpellier.fr ET par lettre recommandée avec accusé de réception, avant fin novembre 2026 puis fin novembre 2027, sa proposition de révision des prix, accompagnée de :

- L'annexe financière comprenant les prix à l'offre et les prix révisés
- Les valeurs des indices utilisés

Passé le 30 novembre, aucune demande de révision ne pourra être prise en compte par le Pouvoir Adjudicateur pour l'année suivante. En conséquence, les tarifs en cours seront reconduits pour une année entière.

Les propositions de révision des prix devront être adressées à :

Crous de Montpellier-Occitanie

Service Achat-Marchés publics

2 rue Monteil

34090 Montpellier

Courriel : service.marches@crous-montpellier.fr

13.3 Clause de sauvegarde

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le Titulaire, la partie non exécutée du marché à la date de changement de prix, si ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3 % par an.

13.4 Avance forfaitaire

Sans objet.

13.5 Garantie financière

Aucune garantie financière n'est exigée.

ARTICLE 14 FACTURATION - PAIEMENT

14.1 Facturation après prestation

La facturation est adressée à chaque unité de gestion des Crous après réalisation de la prestation (prestations récurrentes et/ou ponctuelles) dans le mois suivant l'exécution de la prestation.

14.2 Contenu des factures

Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Le numéro du marché
- Le numéro de bon de commande le cas échéant,

- Le site ou l'unité de gestion d'exécution,
- La prestation réalisée,
- Le montant hors TVA,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total des prestations réalisées,
- La date de la facturation.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

14.3 Factures électroniques à déposer sur CHORUS PRO

La facturation électronique est obligatoire depuis le 01 janvier 2020 pour tous les opérateurs.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif) ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement : cf liste affichée sur Chorus ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Si ces conditions ne sont pas respectées, la facture sera systématiquement retournée au titulaire du marché.

Les frais de facturation ne seront pas admis.

14.4 Règlement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique. Les délais de règlement seront ceux prévus à l'article 1 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours.

L'administration se libère des sommes dues par mandat administratif et virement de l'agent comptable du Crous.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 15 RESILIATION

15.1 Dénonciation du marché

En cas de refus d'assurer l'un des services prévus par le marché, de service assuré incomplètement ou de retard répété dans le rendu du service :

- Le Crous adressera une fiche de non-conformité au titulaire du marché, avec demande d'explication motivée ; au-delà de trois infractions constatées, le Crous pourra procéder à la dénonciation du marché sans indemnités ;
- Le Crous pourra se fournir là où il le jugera utile ; en cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire et automatiquement déduite de la plus proche facture mise en paiement à son profit.

La répétition non motivée de ces difficultés sera considérée comme une infraction aux clauses contractuelles.

15.1 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Si après une mise en demeure du titulaire, assortie d'un délai de 15 jours, les défauts constatés n'étaient pas corrigés, le Crous peut résilier le marché en cours d'exécution, sans indemnités, par décision envoyée en recommandé avec accusé de réception.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45« Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire » du chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

15.2 Résiliation pour faute

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et suivants du code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016- 360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire pour les motifs suivants :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles,
- de défaillance notoire du titulaire ou
- de fréquence anormale des incidents notamment l'absence de résultat malgré les interventions répétées.

15.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché, pour motifs d'intérêt général, sans indemnité et à tout moment par décision de résiliation.

15.4 Résiliation à la demande du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire doit solliciter la résiliation du marché (par exemple, forte augmentation des prix engendrant pour le titulaire des ventes à perte, fin d'activité de l'entreprise, ...), il informe le Crous des motifs de sa demande et indique la date à laquelle la résiliation pourrait être envisagée, compte tenu d'un délai minimum de trois mois entre la date de sa demande et la cessation effective du marché.

La résiliation du marché n'est effective que par décision expresse du Crous.

ARTICLE 16 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montpellier dont les coordonnées sont les suivantes:

6 rue Pitot
34063 Montpellier cedex 2
Tél : 04 67 54 81 00

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradmi.fr

ARTICLE 17 DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les articles suivants du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) :

L'article 11 du présent CCP (Pénalités) déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS-2021.